

des derniers mois, tandis que l'administration manifestait une certaine hésitation, une publicité tapageuse et mensongère a été faite autour de ces nouvelles lois, autour de leur relation avec l'usage des produits chimiques agricoles dans la production, la transformation et la distribution des denrées alimentaires, et autour des prétendus dangers que ces substances peuvent avoir sur la santé publique. Une vague de crainte et d'alarme a été délibérément suscitée parmi les consommateurs de notre pays, machination calculée pour balayer la confiance, l'assurance, l'honnêteté intellectuelle qui ont cours dans l'agriculture et dans la production alimentaire et dont l'établissement a exigé près d'un siècle d'efforts incalculables de la part de nos collègues d'agriculture, de nos stations expérimentales et de notre industrie.

Cette critique, essentiellement destructive dans sa teneur et dans ses intentions, se fonde sur des demi-vérités, des miettes de preuves hors de propos et sans rapport entre elles, dont la plupart sont sorties de leur contexte et de leur époque elle est largement basée sur la superstition et sur de véritables mensonges. Des livres ont été publiés sous des titres sensationnels et fallacieux par des auteurs qui n'avaient ni la formation ni l'expérience dans les domaines dont ils prétendaient traiter; des articles ont paru dans d'obscurs journaux dont l'objectif était l'augmentation du tirage plutôt que la défense de la vérité. L'effet produit a été de susciter parmi les consommateurs américains une peur et une consternation hors de toute proportion avec les dangers possibles ou réels qui étaient encourus.

LA POSITION DE L'A.M.A.

Le conseil de l'alimentation et de la nutrition de l'*American Medical Association* a récemment publié la mise au point suivante (J.A.M.A., Vol. 178, n° 7: 18.11.61):

«Le conseil de l'alimentation et de la nutrition reconnaît la contribution que les substances chimiques utilisées dans la production, la transformation et la conservation des denrées alimentaires ont apportée tant au point de vue de la quantité que de la qualité de l'approvisionnement alimentaire de l'Amérique. Tandis que de nombreux produits chimiques sont essentiels à la productivité de l'agriculture, d'autres sont essentiels à la fabrication des produits alimentaires. Il n'y a aucune raison de croire que l'usage qui est fait actuellement des produits chimiques dans les aliments met en danger la santé des êtres humains. Les fabricants dignes de confiance font des essais soigneux d'innocuité avant la mise en vente de leurs produits chimiques nouveaux et l'administration des aliments et drogues, s'appuyant sur la législation en vigueur, protège diligemment et efficacement les consommateurs contre la présence des produits chimiques dangereux.

«Tout bien considéré, le conseil de l'alimentation et de la nutrition estime que la clause Delaney... et la clause similaire... des amendements sur les colorants alimentaires... prohibant l'établissement de tolérances à propos de l'usage des substances cancérigènes dans les aliments devraient être abrogées ou révisées. Techniquement, cette disposition spéciale n'ajoute rien à la sécurité d'emploi des produits d'addition alimentaires, puisque tout usage dangereux d'un produit d'addition est déjà prohibé par les dispositions générales de l'amendement sur les colorants alimentaires. Il est probable que la clause pourrait empêcher l'addition de certains éléments nutritifs essentiels aux aliments si on démontrait qu'une de ces substances est cancérigène à quelque dose que ce soit. Une interprétation littérale et trop large de la clause Delaney n'apporterait aucune contribution appréciable à la sécurité publique.»

De nombreuses déclarations ont récemment été publiées dans la grande presse, et elles étaient délibérément conçues pour gagner un soutien électoral aux proposants d'une législation qui ne fait qu'entraver les progrès de notre agriculture, et avec eux les progrès du niveau de vie, de l'état sanitaire et du